



Unité Départementale du Havre
Équipe Raffinage Pétrochimie

Arrêté du **10 MARS 2023**

portant prescriptions complémentaires à la société **TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE** (site pétrochimique) relatives au projet d'essai de traitement d'huile de pyrolyse de plastique sur l'unité du Vapocraqueur pour le site de l'usine de Gonfreville-L'Orcher.

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le livre V du Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L.122-1, L.211-2 et L.311-5 ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société **TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE** (site pétrochimique) sur la commune de Gonfreville-L'Orcher ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2021-004088 relative au projet d'essai industriel de traitement d'huile de pyrolyse issue de recyclage de plastique sur le vapocraqueur de la plateforme de Normandie de **TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE**, reçue complète le 18 juin 2021 ;
- Vu la décision de dispense d'évaluation environnementale en date du 19 juillet 2021 délivrée par l'autorité chargée de l'examen au cas par cas en application des dispositions de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;
- Vu le courrier **TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE** du 30 novembre 2021 relatif au porter à connaissance concernant l'essai industriel de traitement d'huile de pyrolyse de plastique sur l'unité vapocraqueur de l'usine pétrochimique de Gonfreville-L'Orcher ;
- Vu le courrier **TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE** du 22 février 2022 et les courriels en date du 15 juin 2022 et du 26 janvier 2023 portant sur les compléments au porter à connaissance concernant l'essai industriel de traitement d'huile de pyrolyse de plastique sur l'unité vapocraqueur ;

- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 février 2023 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 27 février 2023 ;
- Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 01 mars 2023.

CONSIDÉRANT :

qu'en vertu de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE a porté à la connaissance du préfet un projet consistant à réaliser un essai industriel d'une durée de six mois de traitement d'huile de pyrolyse issue de recyclage de plastique sur le vapocraqueur de la plateforme de Normandie de TotalEnergies Raffinage France sur la commune de Gonfreville-L'Orcher ;

que le projet de modification se situe dans l'emprise d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation environnementale, dont les activités principales sont la production de matières de base de l'industrie pétrochimique par le craquage de molécules d'hydrocarbures dans une unité appelée vapocraqueur et la production de polyoléfinés par la mise en œuvre de toute ou partie de ces matières de base, activités encadrées par arrêté préfectoral du 7 avril 2008 modifié ;

que le site est classé SEVESO seuil haut compte-tenu des substances ou mélanges présentant des dangers pour la santé, des dangers physiques et des dangers pour l'environnement, susceptibles d'être présents ;

que le projet consiste en une modification du type de charges traitées sur l'unité vapocraqueur, et plus spécifiquement en un essai de traitement d'huile de pyrolyse issue d'un procédé de recyclage de plastique dans une proportion limitée à 1,5 % en charge massique traitée et ne conduira pas à augmenter la production de monomères par l'unité vapocraqueur au-delà des limites déjà autorisées ;

que le projet a pour objectif principal de substituer des matières premières issues du raffinage du pétrole par de l'huile de pyrolyse issue d'un procédé de recyclage de plastique, et qu'il est ainsi de nature à réduire l'utilisation de ressources naturelles et non renouvelables ;

que le projet introduit, sur l'unité du vapocraqueur, la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relative aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 ;

qu'aucun impact notable sur le transport routier, les effluents aqueux, le sol et sous-sol, les déchets, les odeurs, le bruit, l'impact visuel, la consommation d'énergie, la consommation en eau, ni sur la santé de la population n'a été identifié ;

que le projet ne modifie pas les conclusions de la précédente étude de dangers de l'unité vapocraqueur ;

qu'en vertu de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, les modifications ont été jugées notables et non substantielles ;

que l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2022 a autorisé la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE pour le traitement de l'huile de pyrolyse de plastique ;

que l'essai n'a pas eu lieu en 2022 mais aura lieu en 2023 ;

que, conformément à ce que prévoit l'article R.181-45 du Code de l'environnement, il y a lieu de modifier l'arrêté préfectoral cadre du 7 avril 2008 modifié ;

que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques non communicables.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, dont le siège social est situé Tour TOTAL, 2 place Jean Millier – La Défense 92400 COURBEVOIE, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations situées à Gonfréville-L'Orcher.

Article 2 - Affichage

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 - Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 5 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

- 1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de Gonfreville-l'Orcher pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Gonfreville-l'Orcher fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du Havre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Gonfreville-l'Orcher, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE.

Pour le préfet et par délégation,
Le préfet,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN